

Direction des ressources humaines
du ministère de la Défense
Service de l'action sociale des armées

N° 01/2024
Recto

**DEMANDE DE PRÊT HABITAT
FINANCEMENT DE TRAVAUX**

**À adresser à IGESA – Direction des prêts et des actions sociales – Caserne Saint Joseph
BP 190 – 20293 BASTIA CEDEX**

Demande formulée par ⁽¹⁾ : : Ressortissant ⁽²⁾ Conjoint survivant⁽²⁾

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU RESSORTISSANT (renseignements obligatoires)

Catégorie de ressortissant ⁽²⁾ :

Civilité ⁽¹⁾ : Mme M

NOM : NOM de naissance :

Prénom(s) :

Né(e) le : à :

Adresse ⁽³⁾ :

Code postal ou Pays ⁽³⁾ : Commune ⁽³⁾ :

Téléphone ⁽³⁾ :

Adresse électronique ⁽³⁾ :

Situation familiale ⁽¹⁾ :

- Personne vivant seule ⁽³⁾ : Célibataire Séparé(e) Divorcé(e) Veuf(ve)

- En couple : Marié(e) Pacsé(e) En concubinage

Autorité d'emploi ⁽¹⁾ :

AIR ET ESPACE DGA EMA GENDARMERIE MARINE

SERVICE RATTACHÉ AU MINISTRE SGA TERRE

ÉTABLISSEMENT PUBLIC OU ORGANISME SOUS CONVENTION ⁽⁴⁾ :

Catégorie hiérarchique ⁽¹⁾ :

- Civil : Catégorie A Catégorie B Catégorie C Contractuel Ouvrier de l'État Autre

- Militaire : Officier Sous-officier Militaire du rang

Êtes-vous officier général de 2^{ème} section Oui Non

Précision militaire ⁽¹⁾ : De carrière Sous contrat

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CONJOINT SURVIVANT (si coché en début d'imprimé)Civilité ⁽¹⁾ : Mme M

NOM : NOM de naissance :

Prénom(s) :

Né(e) le : à :

Adresse :

Code postal ou Pays : Commune :

Adresse électronique :

Situation professionnelle ⁽¹⁾ : Sans emploi Retraité Actif

Si actif, préciser la profession :

et le type de contrat ⁽¹⁾ : CDD CDI Autre**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TRAVAUX**

Date prévue des travaux :

INFORMATIONS CO-EMPRUNTEUR*Si vous êtes en couple, nous vous rappelons que l'ajout des informations du co-emprunteur ci-dessous est obligatoire pour l'étude de la demande de prêt.**Si vous n'êtes pas en couple, vous pouvez passer directement au point suivant.*

NOM : NOM de naissance :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Téléphone :

Adresse électronique :

Situation professionnelle ⁽¹⁾ : Sans emploi Retraité Actif

Si actif, préciser la profession :

et le type de contrat ⁽¹⁾ : CDD CDI Autre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SITUATION FINANCIÈRE DU MÉNAGE

Veillez compléter les informations concernant votre situation financière et, le cas échéant, celle de votre co-emprunteur.

Ressources mensuelles

- Revenus emprunteur et co-emprunteur éventuel

Salaire emprunteur :

Salaire co-emprunteur :

Primes et indemnités (moyenne) emprunteur :

Primes et indemnités (moyenne) co-emprunteur :

Indemnités exceptionnelles (12 derniers mois/12) emprunteur :

Indemnités exceptionnelles (12 derniers mois/12) co-emprunteur :

- Autres ressources mensuelles

Les montants à compléter sont des montants mensuels ou mensualisés.

Pour exemple, les primes et indemnités perçues dans les 12 derniers mois doivent être divisées par 12 pour obtenir un montant mensuel.

Libellé	Montant Emprunteur	Montant Co-emprunteur	Commentaire
Prestations familiales nettes			
Pensions alimentaires reçues			
Autre (préciser en commentaire)			

N'hésitez pas à utiliser les commentaires pour préciser toute situation particulière afin d'aider à l'étude de votre demande.

Remboursement de prêt en cours

Avez-vous en charges mensuelles des remboursements de prêt Oui Non

Charges mensuelles

Les montants à compléter sont des montants mensuels, charges comprises pour le loyer ou assurance comprise pour les emprunts.

Libellé	Montant Emprunteur	Montant Co-emprunteur	Charge supprimée après obtention du prêt ⁽¹⁾	Commentaire
Loyer			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Crédits immobiliers en cours			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Crédits à la consommation ou autres crédits en cours			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Crédits permanents et crédits avec option d'achat			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Pensions alimentaires versées			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Autre (préciser en commentaire)			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

N'hésitez pas à utiliser les commentaires pour préciser toute situation particulière afin d'aider à l'étude de votre demande.

DÉTAILS DE L'OPÉRATION

Dans le cadre du montage financier de votre opération, nous vous invitons à utiliser le simulateur de prêt à votre disposition sur "l'espace e-social des armées" (lien vers <https://www.igesa.fr/e-social-des-armees/espace-prets-daction-sociale/simulateurs/>).

Vous pouvez également consulter les conditions financières des prêts à tout moment. (lien vers https://www.igesa.fr/fileadmin/user_upload/Actions_sociales/Prets/Conditions_financieres_pret_accession.pdf).

Renseignements relatifs au prêt

Montant du prêt compris entre 1 500 € et 10 000 € maximum, remboursables en 96 mois maximum pour des travaux réalisés par un professionnel, ou par l'emprunteur et un professionnel.

Montant du prêt compris entre 1 500 € et 5 000 € maximum, remboursables en 48 mois maximum pour des travaux réalisés par l'emprunteur.

Montant souhaité :

Nombre souhaité de mensualités :

Coût des travaux

Objet	Montant
Travaux réalisés par l'emprunteur	
Travaux réalisés par un professionnel	

Détail du financement Veuillez compléter la ventilation du financement de l'opération hors montant du prêt objet de la présente demande.

Objet	Montant
Apport personnel	
Prêts bancaires	
Prêt à 0 %	
Prêt de mutuelles	
Prêt employeur	
Prêts P.E.L. – C.E.L	

Assurance du prêt

Dans le cadre de l'assurance du capital emprunté, nous vous invitons à consulter la notice d'information CNP à votre disposition sur "l'espace e-social des armées".

Assurance emprunteur ⁽¹⁾ : Assurance contrat CNP Autre assurance Caution

Si Assurance contrat CNP, préciser la garantie d'assurance ⁽¹⁾ :

- Décès – PTIA – ITT – de 18 à 65 ans inclus
 Décès – PTIA – de 18 à 65 ans inclus
 Décès – de 66 à 74 ans inclus

Je souhaite souscrire une assurance facultative CNP sur la tête de mon co-emprunteur ⁽¹⁾ : Oui Non

Préciser la garantie d'assurance ⁽¹⁾ : Décès – PTIA – ITT – de 18 à 65 ans inclus
 Décès – PTIA – de 18 à 65 ans inclus
 Décès – de 66 à 74 ans inclus

Cadre spécifique de l'opération

Les travaux peuvent concerner un bien appartenant à une société civile immobilière (SCI) familiale. A ce titre, cette dernière est composée exclusivement des deux membres du ménage et, le cas échéant, d'un ou plusieurs enfants issus d'un ou des deux membres du ménage.

Cette demande est-elle au profit d'une société civile immobilière (SCI) familiale ? ⁽¹⁾ Oui Non
Si oui, la présente demande de prêt sera effectuée au nom des emprunteurs et non de la SCI.

Je souhaite que la décision d'attribution ou de refus d'attribution de ma demande de prêt habitat me soit adressée ⁽¹⁾ :

Par voie postale **ou** Par courriel à l'adresse électronique sus mentionnée

DEMANDE PAPIER

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les informations recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique dans le cadre d'une application dénommée « e-social des armées » mise en œuvre par Igesa dans le but d'instruire et d'attribuer des prestations et des prêts de l'action sociale des armées au profit des ressortissants du ministère des armées et de leurs ayant-droits. Ce traitement, dont le responsable est le directeur des ressources humaines du ministère de la défense, est fondé sur l'exécution d'une mission d'intérêt public, en vertu des dispositions du décret n° 2007-51 du 11 janvier 2007 modifié relatif à l'action sociale des armées. Le directeur des affaires juridiques assure la fonction de délégué à la protection des données pour le ministère des armées (daj.delegue.fct@intradef.gouv.fr).

Peuvent être destinataires de vos données et des pièces justificatives transmises, à raison de leurs attributions respectives et du besoin d'en connaître, les agents d'Igesa.

Vos données sont conservées pendant deux ans après la dernière intervention sur votre dossier. Conformément aux dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de limitation du traitement vous concernant.

Pour exercer ces droits, vous devez vous adresser au délégué de la protection des données d'Igesa par courriel à l'adresse : dpo@igesa.fr, ou par courrier à l'adresse : Igesa, à l'attention du Délégué à la protection des données, Caserne Saint Joseph BP 190 - 20293 Bastia Cedex

Si vous estimez, que vos droits en matière de protection des données ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL par voie électronique (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>) ou par courrier postal.

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR.

Je(nous) soussigné(s)⁽⁵⁾,

- certifie(ions) sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés ci-dessus et des pièces justificatives fournies ;
- certifie(ions) sur l'honneur ne pas être inscrit(s) au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers ;
- certifie(ions) sur l'honneur ne pas être interdit(s) bancaire ;
- certifie(ions) sur l'honneur ne pas faire l'objet d'une procédure de surendettement ;
- reconnais(sons) que mes (nos) données personnelles recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de prêt ;
- reconnais(sons) avoir été informé(s) que les informations recueillies à partir de ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique dans le « e-social des armées » destiné à l'usage interne de l'organisme chargé de l'instruction et du paiement des prêts ;
- sollicite(ons) le prêt sus-indiqué.

Dans le cas d'une souscription à l'assurance CNP, j'atteste avoir pris connaissance de la notice d'information CNP et j'autorise Igesa à transmettre mes données personnelles strictement nécessaires pour la mise en place d'une proposition de contrat.

Ledit prêt sera versé sur le compte bancaire suivant (**Joindre un RIB ou RIP**) :

[_____] [_____]
 IBAN BIC

Nom et adresse de la banque si elle est située à l'étranger :

Emprunteur

Co-emprunteur

Fait à le20....

Fait à le20....

Signature

Signature

- (1) Cocher la ou les case(s) utile(s).
- (2) Militaire de carrière ou servant en vertu d'un contrat - fonctionnaire relevant du ministère des armées - ouvrier de l'État relevant du ministère des armées - agent contractuel de droit public ou de droit privé relevant du ministère des armées - ancien militaire titulaire d'une pension militaire d'invalidité - ancien personnel civil du ministère des armées titulaire d'une pension d'invalidité - retraité militaire titulaire d'une pension de retraite servie par l'État - retraité civil titulaire d'une pension de retraite servie par l'État ou par les organismes chargés de la gestion des retraites, après radiation des cadres ou des contrôles prononcée par le ministère des armées - personnel civil ou militaire employé par un établissement public placé sous tutelle du ministère des armées, lorsqu'une convention est conclue entre le ministère des armées et l'établissement public – personnel civil ou militaire employé par un organisme lorsqu'une convention est conclue entre le ministère des armées et l'organisme.
- (3) Ne pas remplir si la demande est formulée par le veuf(ve) [case « veuf(ve) » cochée en début d'imprimé].
- (4) Indiquer obligatoirement et clairement le nom de l'établissement ou de l'organisme.
- (5) Nom et prénom de l'emprunteur et du co-emprunteur éventuel.

PIÈCES À JOINDRE À LA DEMANDE

1. JUSTIFICATIFS ADMINISTRATIFS

1.1 Emprunteur et co-emprunteur éventuel si celui-ci est également ressortissant.

- Justificatif de la qualité de ressortissant (dernier bulletin de rémunération ou acte administratif plaçant en congé non rémunéré ou dernier bulletin de pension de retraite ou d'invalidité – pour les personnels civils retraités et les anciens personnels civils titulaires d'une pension d'invalidité, joindre également la décision de radiation des cadres ou des contrôles du ministère des armées), si case « ressortissant » cochée en début d'imprimé.
- Certificat de position militaire ou attestation de services au ministère des armées ⁽⁶⁾, daté de moins de 3 mois, si case « ressortissant » cochée en début d'imprimé (ne concerne pas les retraités, les anciens personnels, les officiers généraux de la 2^{ème} section).
- Relevé de situation de retraite ou justificatif de prolongation de contrat, ou justificatif de réengagement, si la date de fin de services, de limite d'âge ou de fin de contrat est proche. Si case « ressortissant » cochée en début d'imprimé (ne concerne pas les retraités, les anciens personnels, les officiers généraux de la 2^{ème} section).

1.2 Si la demande est formulée par le veuf ou la veuve d'un ressortissant.

- Justificatif de la qualité de ressortissant au moment du décès (dernier bulletin de rémunération ou acte administratif plaçant en congé non rémunéré ou dernier bulletin de pension de retraite ou d'invalidité – pour les personnels civils retraités et les anciens personnels civils titulaires d'une pension d'invalidité, joindre également la décision de radiation des cadres ou des contrôles du ministère des armées), si case « veuf(ve) » cochée en début d'imprimé.

2. JUSTIFICATIFS CONCERNANT LE MÉNAGE

- Copie de la carte nationale d'identité (recto/verso) ou du passeport (emprunteur et co-emprunteur éventuel).
- Copie de l'acte de mariage (ou du livret de famille) ou de la déclaration du PACS ou justificatif de vie en concubinage ou, si case « veuf(ve) » cochée en début d'imprimé, de l'acte de décès du ressortissant.
- Attestation sur l'honneur de non remariage ⁽⁶⁾, si case « veuf(ve) » cochée en début d'imprimé.
- Copie du dernier avis d'impôt ou dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) reçu et justificatif éventuel de personnes à charge (emprunteur et co-emprunteur éventuel).
- Relevé d'identité bancaire ou postal du compte sur lequel le prêt sera versé (compte de l'emprunteur, de l'office notarial).
- Relevé d'identité bancaire ou postal du compte sur lequel est versée la rémunération ou la pension (pour le prélèvement des mensualités), si celui-ci est différent de celui sur lequel sera versé le prêt.
- Justificatif de la situation professionnelle du co-emprunteur éventuel, si « actif » coché, ou du veuf(ve) emprunteur (copie du contrat de travail ou tout justificatif de la profession).
- Justificatif des revenus du co-emprunteur éventuel ou du veuf(ve) emprunteur [copie du dernier bulletin de rémunération, du dernier bulletin de pension, du revenu de remplacement imposable (avis de paiement d'allocation d'aide au retour à l'emploi), du compte de résultat, etc.].
- Justificatifs d'autres revenus de l'emprunteur et du co-emprunteur éventuel.
- Copie du dernier relevé mensuel complet des comptes bancaires (emprunteur et co-emprunteur éventuel).
- Copie des justificatifs des prêts en cours (emprunteur et co-emprunteur éventuel).

3. JUSTIFICATIFS CONCERNANT LES TRAVAUX, LE FINANCEMENT ET L'ASSURANCE DU PRÊT

- Devis d'achat des matériaux signé par le fournisseur ou devis des travaux signé par le professionnel et, le cas échéant, état de la quote-part établi par le syndic en cas de travaux réalisés dans les parties communes de la copropriété.
- Copie de la taxe foncière (et copie de l'attestation de propriété si vous êtes usufruitier) ou, à défaut, copie du titre de propriété si achat récent ou de l'attestation de propriété en cas de succession récente.
- Attestation du dépôt de demande de financement (simulation bancaire) ou pièces justifiant de l'apport personnel, en l'absence d'autre prêt.
- Attestation d'assurance individuelle contractée par l'emprunteur auprès de l'assureur de son choix lorsque le demandeur n'a pas opté pour l'assurance contrat CNP **ou** Déclaration d'engagement par la caution ⁽⁶⁾ lorsque le capital emprunté ne peut être couvert par l'assurance.

4. LE CAS ÉCHÉANT, JUSTIFICATIFS CONCERNANT LA SCI FAMILIALE

- Extrait KBIS, daté de moins de 3 mois.
- Copie de toutes les pages du livret de famille.

5. LE CAS ÉCHÉANT, JUSTIFICATIFS ACCOMPAGNANT LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT PAR LA CAUTION

- Copie de la carte nationale d'identité (recto/verso) ou du passeport de la caution.
- Copie du dernier avis d'impôt ou dernier avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu (ASDIR) reçu de la caution.
- Copie du dernier bulletin de rémunération ou du dernier bulletin de pension ou tout autre document relatif aux ressources de la caution.

⁽⁶⁾ Document à télécharger sur le site « e-social des armées ».